

Je voudrais d'abord féliciter la Fondation canadienne du succès qu'elle connaît dans l'établissement d'un dialogue entre Canadiens sur d'importantes questions nationales touchant les droits de l'homme. Je suis par ailleurs heureux de constater que cette troisième conférence sur les droits de l'homme dans le monde continue d'attirer un nombre toujours croissant d'individus et de groupes qui se sont voués à la défense des droits de l'homme sur la scène internationale.

Il ne fait pas de doute qu'il importe d'établir entre le gouvernement et le public une communauté de vues et d'approches en ce qui concerne les droits de l'homme. C'est pourquoi je voudrais aujourd'hui vous faire part de certaines réflexions sur le rôle que jouent ces droits dans les affaires internationales, et plus particulièrement sur la place qu'ils occupent dans la politique étrangère du Canada.

Je voudrais dès le départ dissiper cette notion de plus en plus répandue selon laquelle les droits de l'homme n'occupent le centre de l'attention internationale que depuis l'énonciation par la précédente Administration américaine d'une politique des droits de l'homme, et que cette question disparaîtra de l'horizon avec l'avènement de la nouvelle Administration. À mon avis, tant la prémisse que son corollaire sont erronés. Les droits de l'homme sont venus à l'avant-scène du débat international en 1975 avec la conclusion de l'Acte final et la mise en branle du processus ainsi engendré; je reviendrai d'ailleurs sur ce point un peu plus tard.

Au Canada, toutefois, le souci des droits de l'homme fait partie intégrante de la politique étrangère depuis des décennies. Notre attitude à cet égard a peut-être été perçue comme procédant de motivations d'ordre politique ou humanitaire. En fait, la réaction du Canada aux violations des droits de l'homme lui est dictée par la profonde préoccupation que lui inspirent les actes d'inhumanité et les souffrances qu'ils entraînent. Je vous ferai grâce des nombreux exemples qui pourraient être cités à l'appui de cet argument; je me bornerai à citer celui de l'Afrique du Sud. Vous vous rappellerez qu'il y a vingt ans le gouvernement du Canada, préoccupé par la politique